

Cycle 2014
Après Colbert, les territoires ?

Séminaire 6

L'Union européenne, un univers post-étatique ?

Coordination scientifique
Renaud Dehousse

jeudi 12 & vendredi 13 juin 2014
Représentation permanente de la France
auprès de l'Union Européenne
Place de Louvain 14
Bruxelles

L'Union européenne, un univers post-étatique ?

Jeudi 12 juin

**Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Place de Louvain 14, métro Park**

Départ Thalys, Paris Gare du Nord le 11/06 à 18h55 – arrivée Bruxelles Gare du Midi à 20h17

Départ Thalys, Paris Gare du Nord le 12/06 à 8h01 – arrivée Bruxelles Gare du Midi à 9h23

L'Union européenne souffre d'un défaut d'optique. Tantôt elle est critiquée parce qu'elle n'est pas un État au sens traditionnel du terme : c'est particulièrement le cas en politique extérieure, où l'on déplore qu'elle « ne parle pas d'une seule voix », qu'elle ne dispose pas d'une défense commune ou encore qu'elle ne protège pas suffisamment ses frontières. Tantôt elle est critiquée pour les atteintes qu'elle fait subir à la souveraineté des États-membres. Or, l'Europe ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cet excès d'indignité. L'hypothèse d'une Europe fédérale, supra étatique, est largement invalidée depuis que les relations intergouvernementales ont pris une dimension déterminante dans les politiques communautaires ; dans le même temps, depuis la crise, les États ont volontairement renoncé à certains attributs de la souveraineté, la monnaie, certes, mais aussi de plus en plus la coordination discrète des politiques économiques nationales. Nous avons donc affaire à un « machin » qui ne peut se juger à l'aune des critères traditionnels de l'État. Avant de se prononcer sur les tendances d'évolution de l'ensemble communautaire, il importe de bien comprendre ce qu'est l'Union européenne et en quoi elle présente une figure originale, à la fois très dépendante des États-membres et très largement « post-étatique ».

Accueil

10 :00

**Emmeline
Allioux,
Guillaume Denis**
10 :15 – 11 :15

La France à Bruxelles et les politiques de cohésion territoriale dans le nouveau cadre financier

Après une rapide présentation du rôle de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, il s'agira d'évoquer les négociations en cours pour donner à l'Europe un nouveau cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, et la place qu'y auront les politiques à finalité territoriale, à commencer par la politique de cohésion.

**Renaud
Dehousse**
11:15 – 12 :15

Les transformations de la gouvernance européenne face à la crise : qui gagne et qui perd ?

C'est entendu : l'Europe fédérale est enterrée au profit d'une figure très largement intergouvernementale. Mais dans la pratique, les choses sont plus compliquées : d'abord l'Union est un jeu à trois (commission, parlement et États-membres) ; ensuite, à la faveur de la crise, les États-membres ont consenti de larges dévolutions de souveraineté au profit des instances communautaires. Qui gagne, qui perd et que peut-on dire de cette nouvelle figure communautaire ?

Déjeuner à la Brasserie Horta, 20, Rue des Sables, métro Gare centrale

12:30 – 14:00

Philippe Herzog
14:00 – 15:30

Peut-on parler d'un colbertisme européen ?

L'Union est la première économie mondiale (si l'on juge par la taille de son PIB). Mais elle ne tire pas parti de tout son potentiel, ni des complémentarités possibles entre économies nationales, ni des effets de taille. L'investissement est en retrait et le potentiel de croissance incertain. Espace de marché, de droit et Union monétaire pour 18 pays membres, la question de l'existence d'une puissance publique est posée. Peut-on, et comment, réunir volonté politique, stratégie, outils et méthode afin de conduire des politiques communes pour l'innovation, l'industrie et le financement ?

Pause

**Francesco
Saraceno**
15:45 – 17 :15

La crise européenne et les perspectives de relance

La méthode de gouvernement consensuel de l'Union européenne est-elle adaptée à la gestion de crise ? L'exemple de la crise de l'euro et de la crise économique actuelle ne témoignent-ils pas d'une certaine inadaptation du fonctionnement européen face à l'urgence ? Le souci de la rigueur économique et budgétaire ne privilégie-t-il pas trop le moyen-long terme par rapport à des enjeux de relance à plus court terme ? Autrement dit, à trop insister sur des réformes de structures, ne risque-t-on pas de « mourir guéri » ?

*Hôtel NH Brussels City Centre – 17 Chaussée de Charleroi, métro Louise,
station Tram Place Stéphanie*

Vendredi 13 juin

Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Place de Louvain 14, métro Park

Philippe Pochet
9:00 – 10:30

La place des organisations syndicales dans le dispositif communautaire

La question sociale est quasiment absente des politiques communautaires, alors même qu'elle est régulièrement évoquée comme une nécessité croissante face à ce qui est considéré soit comme du dumping social, soit comme des conséquences non voulues de la libre circulation des travailleurs. Quel est le rôle de l'Union européenne des syndicats ? Sur quoi travaille-t-elle ? Y-a-t-il, pour reprendre une expression célèbre en France, « du grain à moudre » pour les négociations sociales à l'échelle européenne ?

Pause

Péter Balázs
10:45 – 12:15

L'investissement européen dans les infrastructures

L'Europe des grands travaux est-elle une réalité ? Peut-on parler d'un « colbertisme européen » ? Récit et commentaires à partir de l'expérience de Commissaire européen et de coordonnateur de l'axe ferroviaire Paris – Strasbourg – Stuttgart – Wien – Bratislava et du corridor multimodal Dublin-Marseille.

Buffet sur place
12:30 – 13:30

**Les auditeurs et
Renaud
Dehousse**
13:45 – 14:45

L'Union européenne vue par les auditeurs

Questions - réponses et débat à l'issue des deux jours de séminaire

15:00 – 16:00
**Edouard
Chambalu
Héloïse
Sabatier
Pauline Saint
Crik, Clément
Schaudel**

Retour d'Angleterre

Présentation du rapport du projet collectif de Sciences Po portant sur le voyage d'études de l'IHEDATE.

Départ Thalys, Bruxelles Gare du Midi à 17h37 – arrivée Paris Gare du Nord à 18h59

Les intervenants



Renaud Dehousse est professeur Jean Monnet à Sciences Po, dont il dirige le Centre d'études européennes, ainsi que conseiller du think tank Notre Europe. Ses travaux portent sur la gouvernance et le système politique de l'Union européenne. Il a en outre exercé des activités de conseil auprès de différentes institutions européennes. Derniers ouvrages parus : *The Community Method. Obstinate or Obsolete?*, Londres, Palgrave Macmillan, juin 2011 ; *Que fait l'Europe ?* (co-direction avec Florence Deloche-Gaudez et Sophie Jacquot), Paris, Presses de Sciences Po, 2009.



Emmeline Allioux, diplômée de sciences politiques, est chargée de mission à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, en charge des politiques territoriales.



Guillaume Denis est en charge des politiques territoriales à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Il est administrateur civil ; auparavant, il a exercé en région Bretagne, au ministère de l'Outre-mer, à l'association des départements de France. Il a été conseiller en charge de la réforme territoriale auprès de Marylise Lebranchu.



Philippe Herzog est économiste, ancien administrateur de l'INSEE, Député européen de 1989 à 1999 (PCF), puis de 2000 à 2004 (groupe de la Gauche unitaire européenne). Il a été président de la commission des Relations économiques extérieures, vice-président de la commission économique et monétaire, et vice-président de la Délégation Europe-États-Unis. Il est fondateur de l'association Confrontations/Europe, et l'auteur de nombreux ouvrages dont *Reconstruire un pouvoir politique : gouverner en partenaires*, La Découverte, 1997 et plus récemment *Europe, réveille-toi !*, Editions Le Manuscrit, 2013.



Francesco Saraceno est docteur en économie (Université de Rome et Université de Columbia), chercheur à l'OFCE. Il enseigne la théorie macroéconomique européenne et internationale à Sciences Po Paris. Parmi ses publications récentes: Fitoussi, Jean-Paul, Gaffard, Jean-Luc & Saraceno, Francesco (2010). «*Politiques macroéconomiques et réformes structurelles: bilan et perspectives de la gouvernance économique au sein de l'Union Européenne*». Revue d'économie politique, n°2, mars-avril 2010, pp. 247-268.



Philippe Pochet est directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI) et chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain (UCL) et au Collège d'Europe. Avant de devenir directeur de l'ETUI en 2008, il a été directeur de l'Observatoire social européen (OSE) pendant 16 ans. Dernière publication: *Why trade unions seek to coordinate wages and collective bargaining in the Eurozone*, Philippe Pochet (ETUI) , Vera Glassner (ETUI).



Péter Balász est économiste. Il a occupé divers postes ministériels en Hongrie, dont celui des Affaires étrangères. Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Union européenne, il devient commissaire européen en 2004. Il participe à la convention en charge du traité constitutionnel européen. Parmi ses nombreuses activités, il a été coordonnateur de l'axe ferroviaire Paris-Batlava, et actuellement en charge du corridor multimodal Dublin-Marseille.

Renseignements : Philippe Estèbe

IHEDATE, Maison des Ponts 15, rue de la Fontaine-au-Roi, 75127 Paris Cedex 11– 01 44 58 24 40
secretariat@ihedate.org / www.ihedate.org